

Mercredi 25 avril 2012

Une nouvelle loi pour préserver l'avenir des retraites à Monaco

Le Gouvernement Princier s'est fixé comme priorité de maintenir l'excellence du modèle social monégasque. La préservation du régime de retraite au bénéfice de l'ensemble des salariés, des employeurs et des retraités de la Principauté, entre dans cet objectif.

En l'état, ce système, comme l'ensemble des régimes des Pays développés avant lui, connaît des difficultés structurelles. En l'absence de mesures de protection, le paiement des retraites ne pourrait être honoré à l'horizon 2030, sauf à diminuer de près d'un tiers la valeur des pensions.

Conformément aux directives de S.A.S. le Prince Souverain, le Gouvernement Princier a donc procédé à une large concertation visant à prendre les décisions nécessaires pour assurer la pérennité à long terme du régime. Le Conseiller de Gouvernement pour les Affaires Sociales et la Santé a, ensuite, au nom du Gouvernement, mené ces discussions avec les partenaires sociaux en se fondant sur des valeurs de solidarité, d'écoute et de pragmatisme. Il a ainsi écarté le recours à un régime individualiste de retraite par capitalisation (qui défavorise les plus modestes). Il a en revanche privilégié le partage équitable des efforts nécessaires entre employeurs et salariés, conformément aux principes fondamentaux historiques du régime, ainsi que la justice sociale, pour maintenir le pouvoir d'achat des retraités actuels.

Un déséquilibre structurel du régime et l'épuisement des réserves à l'horizon 2030

Rappelons que le régime général de retraite des salariés est institué, dans la Principauté, par la loi n° 455 du 27 juin 1947 sur les retraites des salariés. Celle-ci met en place un régime par répartition, ce qui implique la mise en œuvre d'une solidarité intergénérationnelle ; par points, ce qui induit une stricte proportionnalité entre le montant global des cotisations acquittées et celui des prestations servies ; partiellement provisionné, donc adossé à des réserves ; à cotisations définies, le taux de la cotisation de base étant légalement fixé à 12,30 % réparti à parts égales entre employeur et salarié.

Entre 2003 et 2011, trois études ont été menées par deux actuaires différents, JWA et SPAC. Elles concluent toutes au déséquilibre structurel du régime et à l'épuisement des réserves à l'horizon 2030, avec pour conséquence, en l'absence de décisions courageuses, une diminution drastique des retraites, compte-tenu de l'écart très important entre les recettes et les pensions à payer. En effet, la dégradation des comptes est liée notamment à la forte augmentation de l'espérance de vie et donc à l'allongement de la durée de perception des pensions et à son corollaire, la dégradation du ratio nombre de salariés cotisants par rapport au nombre de retraités. Il convient de rappeler, pour comprendre ces résultats, qu'en 1970 la durée moyenne de perception des pensions était de 7 ans, alors qu'elle est passée à 19 ans en 2010, faisant diminuer le nombre de salariés cotisant pour une pension de retraite durant la même période de 3,32 à 1,38. De plus, les droits délivrés par le régime sont en constante augmentation creusant également son déficit.

En pratique, le nombre de points annuels acquis par un actif bénéficiant d'un salaire moyen n'a cessé d'augmenter. En effet, le salaire de base, qui permet de déterminer la valeur d'acquisition du point de retraite par un salarié, a évolué sur la même période plus rapidement que l'inflation (+1,1 point en moyenne par an).

Le régime est désormais face à une situation d'urgence

Le Gouvernement Princier considère comme totalement inconcevable d'en arriver, à l'horizon 2030, à une dégradation brutale des pensions de près d'un tiers. Repousser les mesures de sauvegarde nécessaires eut été plus confortable, mais irresponsable, en renvoyant à d'autres le soin de régler un dossier qui ne pouvait que se détériorer.

Ainsi, s'est réuni le Comité de Contrôle de la Caisse Autonome des Retraites (C.A.R.), présidé par le Ministre d'Etat, ou son représentant – en l'occurrence le Conseiller de Gouvernement pour les Affaires Sociales et la Santé. Il est composé en nombre égal de représentants du Gouvernement, des salariés et des employeurs. Le Comité de contrôle, élargi aux membres du Comité Financier, a tenu deux réunions dès les 11 mars et 22 juin 2009, afin de déterminer des seuils d'alerte et de déclenchement de mesures de protection du régime.

La réunion du 22 juin 2009 a été plus spécialement consacrée à la validation de ces indicateurs de surveillance. Le Comité de Contrôle et les membres du Comité Financier ont approuvé, à l'unanimité, des indicateurs et seuils. Si un seul d'entre eux était franchi, cela devait entraîner l'adoption de mesures de protection. Or, depuis octobre 2010, un de ces seuils est dépassé, puisque le déficit du régime principal est supérieur à 40 % du résultat de la gestion du Fonds de Réserve de la C.A.R. Depuis octobre 2011, un deuxième seuil est atteint, celui de trois années successives de déficit de l'activité.

Le Gouvernement prend ses responsabilités

Tout en restant fidèle à ses valeurs de solidarité et de justice sociale, le Gouvernement prend aujourd'hui ses responsabilités pour protéger ce régime. Plus tôt des décisions seront prises, moins elles seront brutales et difficiles à supporter pour les employeurs et les salariés.

Fort de ce constat, le Gouvernement a entamé en décembre 2011 une large concertation avec la Direction des Caisses Sociales de Monaco et l'ensemble des partenaires sociaux : l'Union des Syndicats de Monaco, l'Union des Retraités de Monaco et la Fédération Patronale Monégasque. A l'issue de six réunions, dont trois tenues de manière collégiale (31 janvier, 20 Février et 23 Mars 2012), les discussions n'ont pas permis de dégager un consensus entre les parties.

Le Gouvernement a, par conséquent, été amené à trancher et à prendre l'initiative de mesures d'ajustement de paramètres. Pour prendre des décisions en toute connaissance de cause, il a demandé à la Direction des Caisses Sociales de faire réaliser par un actuaire des simulations et des projections correspondant aux objectifs suivants :

- assurer avec efficacité la pérennité du régime à long terme (horizon 2050) ;
- préserver le pouvoir d'achat des actuels retraités, qui ne seront donc pas concernés par les mesures objets du présent projet de loi ; ceux-ci n'ont, en effet, pas à subir une diminution de leur pouvoir d'achat qui leur serait particulièrement préjudiciable, cette catégorie de population n'étant plus en mesure de s'assurer un complément de revenus ;

- partager équitablement l'effort nécessaire, entre employeurs et salariés, conformément aux principes fondamentaux du régime ;
- prendre en compte des hypothèses de croissance raisonnablement optimistes (+2,5 %) alors que la progression constatée du nombre d'heures travaillées lors des dernières décennies a été de +2,6 % en moyenne, afin de ne pas faire supporter une augmentation du taux de cotisation qui ne serait pas pleinement justifiée par le déficit du régime et absolument nécessaire ; les mesures sont donc modérées et graduées.

En conséquence, les mesures envisagées portent à la fois sur une augmentation raisonnable et progressive du taux de cotisation à la charge de l'employeur (entre 0,8 et 1,3 %) et du salarié (entre 0,4 et 0,7 %), ainsi que sur une évolution différenciée de la valeur du point et du salaire de base.

Les futurs retraités bénéficieront globalement d'une retraite équivalente à celle de leurs aînés

Ainsi, par l'évolution différenciée de la valeur du point et du salaire de base, le projet de loi fixe une stabilisation globale des points distribués. Les futurs retraités bénéficieront donc globalement d'une retraite équivalente à celle de leurs aînés. Sur le long terme, cette mesure, combinée à l'augmentation des taux de cotisation, permet d'équilibrer l'effort des salariés et des employeurs.

Cette gradation des mesures est rendue possible par la volonté de ne pas figer dans le marbre de la loi les taux de cotisation et le montant du salaire de base. De fait, le Gouvernement a choisi de donner la capacité au Comité de Contrôle de la C.A.R. de piloter le régime, de manière pragmatique et efficace, en décidant chaque année du taux de cotisation ou du salaire de base, en fonction des résultats enregistrés.

Par ailleurs, le Gouvernement a souhaité garantir dans le temps le service de l'ensemble des prestations, y compris de l'allocation conjoint versée aux retraités les plus modestes et de l'allocation décès, prises en charge sur le Fonds d'Action Sociale, en modifiant les modalités d'abondement de celui-ci.

Ainsi, le présent projet de loi permet d'affecter une part des cotisations à ce Fonds, alors qu'il était précédemment uniquement alimenté par une part des intérêts du Fonds de Réserve de la C.A.R. **Si une telle disposition n'avait pas été prévue, il aurait été impossible, en l'état actuel de la loi, de verser l'intégralité de ces allocations à compter du mois d'octobre 2012.**

Pour que les mesures de protection des retraites soient compréhensibles par tous, prenons un exemple concret.

Un employé percevant aujourd'hui le salaire moyen cotisé, soit 2.818,92 € bruts mensuels, va voir sa cotisation augmenter de 11,28 € par mois (19,73 € au maximum lorsque le plafond de cotisation additionnelle sera atteint).

Son employeur devra cotiser 22,55 € en plus par mois (36,65 € au maximum).

Ce salarié, dont le salaire brut a toujours été équivalent au salaire moyen entre 1993 et 2012, obtenait en 1992, 27 points de retraite par an, et 31 cette année.

Dans le futur, si son salaire continue à progresser comme le salaire moyen (inflation +1,1 point), il continuera à obtenir 31 points par an. Sa retraite sera donc stabilisée.

Cet exemple démontre bien que l'effort demandé est raisonnable et justement reparté entre les employeurs et les salariés, en préservant la compétitivité des uns et le pouvoir d'achat des autres.

Autre exemple, sur les 20 dernières années, le SMIC horaire a progressé de 73 %, tandis que sur la même période le salaire horaire moyen taxé progressait de 63 %, soit un écart de 10 points qui doit rassurer les salariés les plus modestes dont les retraites seront préservées et même toujours améliorées dans le futur, à conditions équivalentes.

Avec ce Projet de Loi, le Gouvernement Princier préserve le régime des retraites jusqu'en 2050

Comme l'attestent les simulations, la valeur du Fonds de Réserve de la C.A.R. est maintenue en euros constants. Le régime monégasque des retraites restera toujours très favorable pour les salariés qui bénéficieront de pensions supérieures de 25 à 75% à celles assurées par le régime de base français (à carrières et salaires équivalents), et d'un départ à la retraite dès 60 ans. Favorable, il le restera aussi pour les employeurs, dont le taux de cotisation demeurera pour sa part inférieur au taux français.

Ainsi, par ce Projet de Loi, et tout en étant soucieux du respect des équilibres financiers, le Gouvernement Princier reste fidèle à ses valeurs de solidarité et d'exemplarité du modèle économique et social monégasque.

Retrouvez toute l'actualité du Gouvernement sur :
www.gouv.mc, www.monacochannel.mc et sur Twitter : @GvtMonaco